

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 17/084/2008 – ÉFAI
18 juin 2008

AU 172/08 Détention au secret / Craintes de torture et d'autres formes de mauvais traitements

CHINE Huang Qi (h), militant des droits humains, 45 ans

Huang Qi, militant des droits humains vivant à Chengdu, dans le sud-ouest de la Chine, a été arrêté le 10 juin par des policiers en civil. Il est soupçonné d'avoir « *obtenu illégalement des secrets d'État* ». Personne n'a été en mesure de lui rendre visite en détention et Amnesty International craint qu'il ne soit victime de mauvais traitements, voire d'actes de torture.

Huang Qi est le directeur du Centre des droits humains de Tianwang. Alors qu'il dînait dans un restaurant de Chengdu avec deux bénévoles de son organisation, Pu Fei et Zuo Xiaohun, ils ont été emmenés par plusieurs hommes qui les ont contraints à monter à bord de leur véhicule. La mère de Huang Qi et un collègue du Centre des droits humains de Tianwang ont ensuite tenté de les retrouver, mais aucune information n'a été communiquée avant le 16 juin, lorsque la mère de Huang Qi a reçu de la section de Wuhou du Bureau de la Sécurité publique de Chengdu une lettre, datée du 10 juin, indiquant que Huang Qi était détenu car soupçonné d'avoir « *obtenu illégalement des secrets d'État* ». On pense que Pu Fei et Zuo Xiaohun ont été libérés. La lettre précisait que Huang Qi était détenu au Bureau de la Sécurité publique de Chengdu dans la commune d'Anjing du canton de Bei (province du Sichuan). Ni sa famille ni son avocat n'ont été autorisés à lui rendre visite.

La police a fouillé le domicile de Huang Qi et saisi son ordinateur et son livret bancaire, où sont inscrites toutes ses transactions.

Selon des sources locales, Huang Qi a été arrêté parce qu'il aidait les familles de cinq écoliers à tenter une action en justice contre les autorités locales. Les cinq écoliers ont péri dans le tremblement de terre qui a frappé le Sichuan au mois de mai, sous les décombres de leur école. Leurs familles estiment que la mauvaise qualité de certaines constructions publiques qui se sont effondrées pendant la catastrophe est liée à la corruption des autorités locales, et demandent réparation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Huang Qi a créé son site Internet (www.64tianwang.com) en 1998 afin d'aider des familles à retrouver la trace des personnes disparues et dont le sort n'a pas été élucidé après la répression du mouvement prodémocratie du 4 juin 1989. Figuraient également sur le site des informations concernant le mouvement indépendantiste de la région autonome ouïghoure du Xinjiang et le mouvement spirituel interdit Fa Lun Gong. En janvier 2001, Huang Qi a été inculpé d'« *incitation à la subversion* » et jugé dans le secret par le tribunal populaire intermédiaire de Chengdu en août 2001. D'après la décision de cette instance, le ministère public a invoqué à titre de preuves la mise en ligne, sur son site, d'un rapport d'Amnesty International : *The People's Republic of China, Tiananmen – Eleven Years on – Forgotten Prisoners* (ASA 17/017/2000, mai 2000). Amnesty International estime que la simple publication sur Internet de noms de personnes emprisonnées en marge du mouvement prodémocratie de 1989 ne s'apparente en aucun cas à une quelconque forme d'« *incitation à la subversion* » et s'est mobilisée pour obtenir sa libération immédiate et sans condition.

Huang Qi a été battu en prison. Il a été remis en liberté le 4 juin 2005 et a continué la mise à jour de son site, demandant en outre que le gouvernement rende des comptes.

Les autorités chinoises exercent un contrôle étroit sur la liberté d'expression afin de faire taire toute voix dissidente. Elles répriment brutalement toute opposition, réelle ou supposée, dans les médias. Des infractions vaguement définies dans le droit pénal, telles que « *vol et divulgation de secrets d'État* » et « *subversion* » leur servent de prétexte pour arrêter et poursuivre arbitrairement des militants, des journalistes et des internautes, ce

qui a pour effet de décourager l'évocation de sujets sensibles tels que les droits humains ou les désaccords avec le gouvernement. Juste après le tremblement de terre qui a frappé le Sichuan, la Chine a accordé une liberté sans précédent et largement appréciée à ceux qui rendaient compte de la situation dans les zones sinistrées. Mais depuis quelques semaines, cette liberté a été restreinte et au moins quatre journalistes étrangers se sont vu interdire l'accès de certaines villes des zones affectées, ou ont été raccompagnés hors de ces zones.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en chinois ou dans votre propre langue) :

- priez les autorités de libérer Huang Qi immédiatement et sans condition ;
- demandez-leur de garantir que cet homme ne sera ni torturé ni soumis à une quelconque autre forme de mauvais traitements en détention ;
- appelez les autorités à veiller à ce qu'il puisse être en contact avec sa famille et ses avocats et bénéficier de tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- engagez-les à cesser de prétexter des infractions définies en des termes très vagues, telles que l'« *obtention illégale de secrets d'État* », pour museler les défenseurs des droits humains ;
- déclarez-vous profondément préoccupé par le fait que des militants des droits humains pacifiques continuent d'être arrêtés en Chine alors que des responsables de ce pays s'étaient engagés à améliorer la situation des droits humains à l'approche des JO de Pékin, prévus en août 2008.

APPELS À :

Premier ministre de la République populaire de Chine :

WEN Jiabao Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyoujie
Xichengqu
Beijingshi 100017
Chine

Fax : +86 10 65961109 (via le ministère des Affaires étrangères)

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Premier ministre,

Directeur du département de la Sécurité publique de la province du Sichuan :

ZENG Shengquan Tingzhang
Sichuansheng Gong'anting
9 Jindunlu
Chengdushi 610041
Sichuansheng
Chine

Fax : +86 28 86301177

Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur le Directeur,

COPIES À :

Ministre de la Sécurité publique :

MENG Jianzhu Buzhang
Gong'anbu
14 Dongchang'anjie
Dongchengqu
Beijingshi 100741
Chine

Fax : +86 10 63099216 (l'obtention des lignes de fax peut se révéler difficile ; merci de vous montrer persévérants)

Formule d'appel : Your Excellency / Monsieur le Ministre,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 30 JUILLET 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.